

moins d'avoir à s'arranger de Léopold II et de son Etat Indépendant absolu, féodal, bref, anachronique et suranné... Tenir les Noirs en servage et leur faire suer du caoutchouc par des méthodes de négrier, c'était une méthode bien désuète ! Evidemment, on en avait pris sa part (il n'y a pas de petits profits !) mais le pactole métallurgique et minier réclamait d'autres méthodes. Ils se trouvèrent donc très naturellement à la tête du lobby d'industriels et de financiers qui se sentaient lésés dans le domaine personnel de Léopold. Ils poussèrent donc, eux aussi, le cri de « Haro sur l'absolutisme ! ». Celui-ci passait déjà pour responsable des atrocités (Elles étaient pourtant bien pratiques, ces atrocités ! Il faudrait voir si l'on ne pouvait pas conserver au moins en partie ces méthodes si rentables !)

Ironie du sort, si on veut bien y penser ! Au moment où les clameurs anglaises s'enflèrent au point qu'elles commencèrent à se faire entendre de ce côté-ci de la mer du Nord, le roi s'empressa de montrer du doigt les malveillants « marchands de Liverpool ». En réalité, s'il y eut des marchands pour se frotter les mains au moment où il devint clair que Léopold allait devoir « lâcher » le Congo sous la pression de ces campagnes, ils étaient... belges.

Ce lobby d'industriels et de financiers trouva, dans les campagnes des humanitaires anglais, l'occasion de se laisser porter par le flux. Cela ne signifie pas qu'il ait provoqué à lui seul un mouvement d'opinion en Belgique, ni qu'il faille lui attribuer la décision finale qui fut prise par le Parlement. Mais il est certain que nombre de parlementaires travaillèrent avec l'esprit plus libre, en étant sûrs que, dans le monde de l'argent, leurs amis et commanditaires les approuvaient !

Disons qu'il y avait non pas un, mais deux groupes de gens qui voulaient la fin de l'EIC. Il y avait d'une part ceux qui, horrifiés par les révélations sur le « caoutchouc rouge », voulaient y mettre fin au nom des Droits de l'Homme. Et il y avait d'autre part ceux qui voulaient la pleine liberté du commerce. Les deux objectifs étaient d'ailleurs parfaitement conciliables. On avait alors deux raisons de garder la paix de l'âme, un sommeil paisible et une digestion régulière.

Cela n'étonnera que ceux qui n'ont pas vécu une période où l'on milite intensément « contre » quelque chose. Dans un tel contexte, il se forme en général autour de la « cause », qui est sincèrement voulue et défendue par tous, un conglomerat de raisons qui sont dans une large mesure contradictoire entre elles. Ce fut le cas, plus près de nous, de la guerre d'Algérie ou de celle du Vietnam. L'arc-en-ciel allait alors des parents de soldats, motivés tout simplement par la crainte de voir leurs fils tués, aux communistes agissant par solidarité avec leurs camarades du Vietnam, en passant par des libéraux défendant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et, bien sûr, des coalitions de ce genre s'effondrent toujours au lendemain de la victoire, car quel qu'ait pu être la dureté des combats menés en commun, le « non » était le seul point commun qu'avaient ces gens, un instant liés.

## **Le cas Vandervelde**

Cela soulève cependant une interrogation. Dans quelle mesure Emile Vandervelde, dont nous avons évoqué plus haut les subtilités logiques sur « la politique coloniale » d'une part, et de l'autre « une politique à faire aux colonies » a-t-il non pas seulement été un membre de cette coalition (qui au demeurant n'a jamais eu d'existence formelle. Elle existait simplement dans les faits), mais l'a-t-il été consciemment. En argot : « Emile a-t-il roulé pour les banquiers ? »

Selon Vandervelde lui-même, "*n'importe quelle solution vaut mieux que le système actuel existant au Congo*". Mais lorsqu'il s'agissait de jouer cartes sur table, Vandervelde se montrait un fervent défenseur de l'annexion par l'Etat belge. Ce faisant, il se rangeait du côté du lobby d'industriel financier, frustrés dans la « propriété privée » de Léopold., que nous venons d'évoquer.

Que le POB, et en particulier son leader, ait été, dans l'affaire congolaise, largement instrumentalisé par la haute banque ne fait pas de doute. Ce qui est moins clair, c'est dans quelle mesure il y aurait eu instrumentalisation consciente et assumée, c'est-à-dire complicité.

Un simple fait : Le 14 avril 1911, l'Anglais Lord Leverhulm a signé avec les autorités belges, une convention qui lui octroyait une concession de 750.000ha, principalement au Kwango-Kwilu. Le 4 avril 1911, Emile Vandervelde avait déclaré à la Chambre: "*Le jour où il (monsieur Leverhulm) sera au Congo, cela apportera beaucoup d'avantages aux indigènes*". Les événements prouveront largement le contraire !

Le 11 mai 1911, le groupe anglais Lever fondait une filiale au Congo, les Huileries du Congo Belge (HCB), qui recevait la plus grande partie des forêts de palme du Kwilu. Le Parti Ouvrier Belge de Vandervelde recevait un siège au conseil d'administration des HCB !

Comme on dit : « cela donne à penser »... Y a-t-il eu de la part de ces industriels et financiers un contact direct avec Vandervelde, une démarche ou une action dans sa direction ?

### « Abdication »

Cette hypothèse ramènerait encore une fois Albert Thys sous les projecteurs. Au début de 1906, Thys est, avec Léopold II, dans la CCCI, et la CCCI est avec l'Etat dans le CSK. Thys est aussi, avec la Société Générale, dans la Banque d'Outremer. La Générale et le CSK vont fonder ensemble l'UMHK. D'autre part, nous savons que Thys et Vandervelde ont été amis. Le leader socialiste prétend que leur amitié (qu'il ne nie pas) ne s'est nouée que plus tard. A l'époque critique, ils se connaissaient, sans plus... Disons seulement que quand deux personnes, qui deviendront ensuite des amis, en sont encore « à se connaître, sans plus », on peut quand même soupçonner qu'ils devaient déjà éprouver l'un pour l'autre une certaine sympathie. Qui dit sympathie dit aussi conversations, échanges de vues... peut-être influences... Allez savoir !

D'autre part, nous savons que Léopold II usait souvent de ce que l'on pourrait appeler « un jeu par la bande ». Les archives abondent en instructions du roi qui relèvent de cette sorte de « diplomatie parallèle en propos d'après-dîner », dès qu'il apprend que l'un de ses collaborateurs aura l'occasion de rencontrer l'un ou l'autre personnage dont il attend quelque chose. « *Lorsque vous verrez Monsieur Untel, dites-lui...* », est une formule d'une grande fréquence sous sa plume.

Il serait donc étonnant, s'il a eu vent d'une fréquentation ou d'une sympathie quelconque entre Thys et Vandervelde, qu'il n'ait pas suggéré à Thys « *Quand vous verrez Monsieur Vandervelde...* ». Bien sûr, Thys ne faisait plus partie du personnel de Léopold. Mais ils étaient à nouveau partenaires d'affaire...

C'est très possible, mais cela reste néanmoins une pure hypothèse, faute d'un document écrit.

Or, il serait très intéressant de le savoir. En effet, il ne fait aucun doute que Vandervelde a adopté, sur la reprise du Congo, une attitude qui allait contre les vœux de la majorité de ses camarades du POB mais était proche de celle du lobby financier, qu'il été, au choix, convaincu, instrumentalisé, corrompu... Pour choisir entre ces trois mots, il faudrait des documents ou des témoignages que nous n'avons pas. Le choix du verbe dépend donc fort des choix idéologiques du narrateur.

Si l'on devait avoir plus que des soupçons ou des présomptions au sujet d'une intervention décisive de Thys dans cette orientation du leader socialiste en faveur de la colonie, il faudrait aussi admettre l'hypothèse que cela se soit passé avec la bénédiction de Léopold lui-même, et peut-être même à son instigation. Il y aurait dès lors eu de la part du Roi quelque chose comme une « abdication en faveur de la Société Générale ». Elle aurait repris la tutelle de la colonie parce qu'elle en aurait reçu le sceptre des mains bénissantes du roi Léopold II.

L'année 1906 avait été une étape importante dans l'histoire coloniale : la C.C.C.I (Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie) et le Comité spécial du Katanga avaient créé, avec la Société Générale, l'Union Minière du Haut Katanga, pour l'exploitation des couches de cuivre. La Société Générale participait également à la création de la 'Forminière' pour l'exploitation du diamant et de la 'compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo' au Katanga pour amener minerais et minéraux à la mer plus rapidement et surtout sans dépendre de chemins de fer anglais ou portugais.

En 1906, la holding bruxelloise s'est définitivement lancée dans le défrichage des richesses congolaises.

Dans les premiers mois de 1907, Léopold avait estimé qu'avec les propositions Dupriez-Renkin, il était assuré « *que le Congo ne soit jamais une charge pour le pays mais toujours pour lui un grand avantage* », euphémisme royal dont nous savons qu'il veut dire que les éléments fondamentaux du « système léopoldien » demeureraient en place.

A la mort de Léopold II, son secrétaire, Edmond Carton de Wiart, devint le président de la Société Générale. Son frère Henry, député, qui avait fait partie de la Commission des XVII, était un de ces « jeunes droitiers » dont son ami Jules Renkin avait été aussi. « *Natura non facit saltus* »...

Dans le rapport annuel de 1910 de la Société Générale, on peut lire entre les lignes le triomphe du conquistador face à tout un nouveau monde de richesse : "*La lutte contre la concurrence se fait toujours plus intense et nous oblige plus que jamais à trouver des marchés extérieurs pour nos produits. Nos efforts doivent essentiellement se tourner vers la création de nouveaux organismes qui doivent favoriser notre expansion à l'étranger. C'est vital pour notre industrie. L'activité que nous avons développée dans notre colonie africaine est un grand pas dans cette direction ; le travail qui a été réalisé est prestigieux, mais la tâche qui nous attend est immense et exige le dévouement de ceux qui veulent développer la prospérité de notre pays. En ce qui nous concerne, nous serons à la hauteur.* »

### **Promesse tenue**

Les sociétés financières, qui s'étaient constituées en Belgique dans une période où la féodalité était considérée comme dépassée, n'avaient absolument aucun scrupule à utiliser les mêmes méthodes féodales dans la colonie. Cela faisait même plutôt leur affaire. Ce qui est remarquable c'est d'abord la concentration de la puissance dans l'économie coloniale. Cette concentration de pouvoir, apparue sous Léopold II, a complètement englobé l'économie congolaise pendant toute la période coloniale.

Léopold II et Albert Thys fondaient le 27 décembre 1886 la CCCI (Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie). Lors de sa constitution, cette société a reçu une concession de 150.000 hectares de terres qu'elle a pu choisir elle-même. En 1891, avec l'occupation et l'exploitation du Katanga, la CCCI a créé la Compagnie du Katanga, qui a obtenu du roi la disposition d'une superficie équivalant à six fois celle de la Belgique. En 1928 elle aboutit dans le giron de la Société Générale. En 1960, elle contrôlait une quarantaine de sociétés, dont la Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco).

Le 19 juin 1900, la Compagnie du Katanga et l'Etat Indépendant du Congo de Léopold II, joignaient leurs patrimoines dans le CSK. Ce Comité participait à la direction de la plus grande partie du Katanga, y compris pour y lever des taxes et y organiser un corps de police qui comptait déjà 1.057 unités en 1904. Le Comité Spécial du Katanga devenait l'actionnaire principal de l'Union Minière, créée en 1906. Plus tard, la Société Générale entrera tambour battant dans l'Union Minière par la cession de ses parts que lui fit Léopold II. Le CSK était aussi l'actionnaire principal de Géomines, le second producteur d'étain congolais, juste derrière

la Symétain, qui a reçu en 1910 le droit de prospecter sur une superficie de 900.000 hectares.

En 1906, Léopold II partageait avec la Société Générale et le groupe Ryan-Guggenheim la paternité de la Forminière, la Société Internationale Forestière et Minière du Congo, qui a reçu au Kasai une concession de 3.716.000 hectares pour l'exploitation du diamant.

Juste avant l'indépendance, 70 grandes entreprises qui formaient 3 % du nombre total des entreprises, employaient 51% de tous les salariés.

Dix entreprises regroupaient 20% des travailleurs congolais. Trois quarts du total des capitaux investis étaient concentrés dans 4% des entreprises.

Quatre groupes financiers belges ont contrôlé la plus grande partie de l'activité économique dans la colonie belge : la Société Générale de Belgique (de loin le plus important : La Société Générale seule contrôlait 5,4 milliards de francs d'investissements sur un total de 8,3 milliards, c'est à dire 65 %.), Brufina (un groupe lié à la Banque de Bruxelles) et les groupes Empain et Lambert. Une telle concentration de puissance permet des projets économiques ayant une ampleur et un impact énorme

L'Union Minière du Haut Katanga (UMHK), fondée en 1906 avec un capital de 10 millions de francs, a réalisé entre 1950 et 1959 un bénéfice net de 31 milliards de francs. Les cinq dernières années du régime colonial, cette Union comptait 21,81 milliards de francs de bénéfices et d'amortissements. En 1959, l'Union a embauché 2.212 blancs et 21.146 noirs.

La Forminière, autre « compagnie de 1906, exploitait les champs de diamant dans la province du Kasai. En 1959 sa production s'élevait à 425.234 carats. Elle a réalisé un bénéfice net de 56.323.805 de francs, complété d'un montant de 35.177.000 francs en amortissements et réserves.

Symétain était le producteur d'étain congolais le plus important. Symétain a embauché 7.786 ouvriers congolais en 1959. Cette société, ayant un capital de 85 millions de francs, a fait noter cette année-là 139.177.009 francs de bénéfices bruts, dont 49.767.000 francs étaient destinés aux amortissements.

En 1959, la société Kilo-Moto produisait 6.581 kilos d'or fin, avec 9.241 ouvriers. Avec un capital de 230 millions de francs, cette entreprise pouvait réserver, pendant les cinq ans qui précédaient l'indépendance, 366.384.000 francs pour des amortissements et réaliser 153.052.000 de francs de bénéfices nets. Nous aurons à revenir plus en détail sur la manière dont cette société engendrait ses profits...

Le producteur de coton Cotonco, Compagnie Cotonnière Congolaise, faisait partie de l'empire de la Société Générale et Brufina. Cette compagnie a été fondée en 1920 avec un capital de 6 millions de francs ; en 1947, ce montant s'élevait à 300 millions de francs, dont 228 millions venaient des réserves et des plus-values originaires des revalorisations. Lors de sa fondation, la société a reçu le monopole de l'achat de coton qui a été produit par les paysans sous la contrainte de l'Etat. En 1959, 800.000 Congolais vivaient de la production de coton et Cotonco pouvait mettre la main sur 60% de la production. En 1959, cette société a réalisé 85,7 millions de francs de bénéfices nets et elle pouvait mettre à part 86,6 millions de francs pour les amortissements et les réserves.

Le producteur d'huile de palme Huileries du Congo Belge était lié à la multinationale qui s'est appelée plus tard Unilever. Pour toute la colonie, les HCB ont réalisé en 1959 un bénéfice net de 255.920.000 de francs. Pendant les cinq dernières années du régime colonial, la totalité des bénéfices nets s'éleva à 1.203.300.000 francs.

La Compagnie du Kasai avait 11 usines d'huile dans le Kwilu. Ses activités diverses, ressemblant fort à celles de HCB, étaient dirigées depuis le centre de Dima, dans les environs de Banningville, là où se trouvaient les bureaux, les dépôts, les garages et les ateliers. En 1959, cette Compagnie, ayant un capital de 90 millions de francs, a réalisé un bénéfice net de 49,8 millions. Durant les cinq années précédant l'indépendance elle a rassemblé 128,8 millions de

francs en tant qu'amortissements et réserves.

La troisième multinationale qui s'intéressait fort au Kwilu était la Compagnie d'Anvers, qui disposait de 750.000 actions de Petrofina, la plus importante entreprise multinationale de Belgique. René Van Lancker était le gestionnaire délégué de cette compagnie. La Compagnie d'Anvers avait une voix prépondérante dans la Compagnie de Commerce et de Plantations, l'ancienne Compagnie du Congo Belge. Cette dernière avait bon nombre de forêts de palmiers et d'usines d'huile. Durant les cinq années qui précédaient l'indépendance, cette compagnie a réalisé, avec un capital de 100 millions de francs, un bénéfice brut de 95 millions de francs, dont 54 millions étaient réservés aux amortissements et aux réserves. René Van Lancker était alors président de cette compagnie.

Nous retrouvons encore René Van Lancker en tant que gestionnaire de la Compagnie Jules Van Lancker, une société contrôlée par la Compagnie de Commerce et de Plantations. Ses plantations, ses usines et ses 22.000 têtes de bétail se trouvaient dans la région de N'kolo. Avec un capital de 50 millions de francs elle a réussi à rassembler 166 millions de francs de bénéfices bruts pendant les cinq années précédant l'indépendance ; 42 millions étaient destinés aux amortissements et 47 aux réserves.

Si ce n'était pas une reprise, ça y ressemblait tant qu'on pouvait confondre...

### **Vandervelde, voyageur tropical, ou le « Oui » socialiste à la colonie**

La question congolaise valut à Emile Vandervelde ce qu'il appelait lui-même « *les heures les plus difficiles et, j'ose le dire, les plus pénibles de ma carrière* »

« *Pour nous* », devait-il dire plus tard, en englobant dans son souvenir Georges Lorand, qui avait combattu avec lui, « *cette affaire fut en quelque sorte notre affaire Dreyfus* » De mauvais plaisants ajoutèrent aussitôt qu'évidemment, en disant cela, il se voyait, lui-même, dans le rôle d'Emile Zola

Quand on parlait de la « question congolaise », cependant, à cette époque, tous les regards, du côté du P.O.B, se tournaient vers Vandervelde. Le leader socialiste, chacun le savait, s'était voué à cette question avec le meilleur de lui-même. Elle l'entraîna dans des luttes, en fait dans deux luttes successives, qui exigèrent de lui une certaine dose d'intrépidité, car elle l'opposa d'abord au Roi, ensuite à ses propres camarades. Et effectivement, il y déploya dans l'action les facettes les plus brillantes de son talent et les traits les plus remarquables de son caractère : le courage intellectuel et le courage tout court, le sens de l'humain et de la compassion, la logique et la rigueur d'esprit, agrémentées parfois d'un zeste de subtilité un peu byzantine.

Fait tout de même assez rare dans l'histoire des partis politiques, Emile Vandervelde se trouva, sur cette question, en minorité (en fait presque isolé) dans sa propre formation, qui pourtant refusa sa démission. Il n'est donc pas inutile de regarder plus précisément ce qui était en jeu.

### **Questions de principes**

Nul, au sein de l'immense, foisonnant, tumultueux et multiforme Protée que fut le mouvement socialiste européen à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle n'a mieux et plus rapidement perçu le problème colonial que Karl Marx. La seule théorie cohérente des rapports existants entre lutte anticoloniale, anti-impérialiste d'une part et lutte de classes de l'autre est de sa plume et reste aujourd'hui encore pleinement actuelle. Il s'agit du texte connu comme la « *Critique du programme de Gotha* ». Voici la situation politique qui a donné naissance à l'appel de Marx à la lutte anticoloniale

Du 22 au 27 mai 1875 se tint dans la petite ville de Gotha en Allemagne, le congrès d'unification des deux partis socialistes allemands. Congrès difficile, puisque les deux partis

allemands étaient gravement divisés. Après le décès de Lassale, c'était le journaliste J.B. von Schweitzer qui avait pris la tête de l'Association. Il était le rédacteur en chef de l'organe officiel du parti: *le Social-démocrate*

Ce journal avait joué un rôle crucial dans l'élaboration du corpus théorique du mouvement ouvrier allemand. Journal éclectique, il se situait à des années-lumière des organes officiels des partis de gauche, sinistres et illisibles, que nous connaissons aujourd'hui (dans la mesure du moins où ils réussissent encore à survivre). Le SD était rédigé à Berlin, mais comptait des collaborations extérieures régulières venant de Zurich (le colonel W. Rustow), de Genève (Johann Philipp Becker), de Paris (M. Hess), de Leipzig (le professeur Wuttke). Karl Marx et Friedrich Engels, eux aussi, depuis Londres, y collaboraient régulièrement. Or, en février 1865, Schweitzer avait écrit un article où il défendait pour la première fois ouvertement l'alliance des classes travailleuses avec les classes féodales proches de Bismarck contre la bourgeoisie capitaliste marchande.

On ne peut pas ne pas remarquer que c'est là, pratiquement, la situation du POB à propos de la reprise du Congo, mais inversée. Ce qui était proposé aux socialistes belges, c'était une alliance avec la bourgeoisie bancaire et industrielle, contre l'absolutisme de Léopold II !

Lisant cela, Marx est révolté. Il avait déjà été méfiant envers Lassalle mais il détestait carrément von Schweitzer. Il attaqua durement la direction de l'Association. L'aile marxiste de l'organisation gagna plus d'autonomie. Elle créa à Eisenach en 1869, le Parti Social-démocrate Allemand. August Bebel, Wilhelm Liebknecht et Wilhelm Bracke en sont les principaux dirigeants. Mais Bebel garde pour les Lassaliens des sentiments humainement fort compréhensibles de respect et de camaraderie. Ces sentiments, et la reconnaissance de ce qu'ils ont fait au cours des combats passés, permettent de rapprocher graduellement les deux organisations, malgré les excommunications et les invectives de Marx. Le Congrès de fusion doit se tenir à Gotha sur base d'un programme de compromis qui mêle thèses lassalliennes et analyses marxistes.

Toute cette opération ne dit rien qui vaille à Bracke, qui est un homme d'un tempérament inquiet. Il envoie le projet de programme à Londres pour recueillir l'avis de Marx. Le pressentiment de Bracke se révèle exact : le projet de programme l'exaspère. Marx explose !!!

Marx en colère est d'une lucidité extrême. Il écrit alors des textes magnifiques de précision factuelle et d'intelligence visionnaire. Il rédige les *Gloses marginales au programme du parti ouvrier allemand* (plus connues comme « *Critique du programme de Gotha* ») en trois semaines, de fin avril à la mi-mai 1875. Il les envoie à Bracke pour qu'elles soient communiquées à Geib, Auer, Liebknecht et Bebel. Ces «gloses», publiées ensuite dans *Die Neue Zeit* en 1891 et qui exerceront une influence profonde sur le prolétariat allemand, s'attaquent notamment à la question coloniale. Le passage du projet du programme de Gotha qui suscite plus particulièrement la colère de Marx est celui-ci :

« *La classe ouvrière travaille à son affranchissement tout d'abord dans le cadre de l'Etat national actuel, sachant bien que le résultat nécessaire de son effort, qui est commun aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples.* »

Comme toujours Marx lance une attaque personnelle contre les responsables de l'énoncé qu'il entend démolir: «*Lassalle savait par cœur le Manifeste communiste de même que ses fidèles savent les saints écrits dont il est l'auteur. S'il le falsifiait aussi grossièrement, ce n'était que pour farder son alliance avec les adversaires absolutistes et féodaux contre la bourgeoisie...*

(...) *Sa maxime est d'ailleurs fort tirée par les cheveux, sans aucun rapport avec la citation défigurée des statuts de l'Internationale. Il s'agit donc ici simplement d'une impertinence et, à la vérité, une impertinence qui ne peut être nullement déplaisante aux yeux de M. Bismarck,*

*une de ces grossièretés à bon compte comme en confectionne le Marat berlinois.*

*(...) Contrairement au Manifeste communiste et à tout le socialisme antérieur, Lassalle avait conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national. On le suit sur ce terrain, et cela après l'action de l'Internationale ! »*

Voici maintenant la critique analytique de Marx: *« Il va absolument de soi que, ne fût-ce que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle en tant que classe et que les pays respectifs sont le théâtre immédiat de la lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu, mais comme le dit le Manifeste communiste, quant à sa forme. Mais le cadre de l'Etat national actuel par exemple de l'Empire allemand, entre lui-même, à son tour, économiquement, dans le cadre du marché universel et politiquement dans le cadre du système des Etats. Le premier marchand venu sait que le commerce allemand est aussi commerce extérieur et la grandeur de M. Bismarck réside pleinement dans le caractère de sa politique internationale.*

*« Et à quoi le Parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ? A la conscience que le résultat de son effort « sera la fraternité internationale des peuples » - expression empruntée à la Ligue bourgeoise pour la paix et la liberté que l'on voudrait faire passer comme un équivalent de la fraternité Internationale des classes dominantes et leurs gouvernements ! Des fonctions internationales de la classe ouvrière allemande par conséquent, pas un mot ! Et c'est ainsi qu'elle veut tenir tête à sa propre bourgeoisie, laquelle fraternise déjà contre elle avec les bourgeois de tous les autres pays, ainsi qu'à la politique de conspiration internationale de M. Bismarck !»*

Marx a une petite manie : à chaque fois qu'il attaque des thèses erronées, la trahison d'un adversaire, il pose la question à qui profitent la trahison, l'erreur ?

*« En fait, la profession d'internationalisme du programme est encore infiniment au-dessous de celle du parti libre-échangiste. Celui-ci prétend lui aussi, que le résultat final de son action est la fraternité internationale des peuples. Mais encore fait-il quelque chose pour internationaliser l'échange et ne se contente-t-il pas du tout de savoir..., que chaque peuple fait, chez lui, du commerce (...).*

*« (...) La Norddeutsche<sup>10</sup> de Bismarck était pleinement dans son droit quand elle annonçait, pour la satisfaction de son maître, que le Parti ouvrier allemand a, dans son nouveau programme, abjuré l'internationalisme »*

Pour Marx, lutte de classe et lutte anti-impérialiste, anticoloniale sont indissolublement liées. Il n'y aura jamais de libération du prolétariat industriel en Europe, de prise et de destruction du pouvoir d'Etat par les socialistes, de victoire sur la société capitaliste inégalitaire sans une liquidation préalable des empires coloniaux. D'où le capital allemand tire-t-il ses profits, son immense puissance ? De l'exploitation du travailleur allemand, bien sûr, mais aussi et surtout du sang, de la peine des travailleurs du Tanganyika, du sud-ouest africain, du Cameroun, du Togo, du Rwanda.

La libération du travailleur de Leipzig passe par celle - non moins urgente - du docker de Windhoek. L'une ne va pas sans l'autre. Traduit en termes belges : la libération du travailleur liégeois ou gantois, passe par celle du récolteur de caoutchouc de Bolobo.

La fraternité internationale des peuples qu'évoque le programme de Gotha ? Fichaises ! Balivernes ! Humanisme vaseux ! Il ne s'agit pas ici de bons sentiments ni d'incantations moralisantes. Il s'agit de comprendre un mécanisme historique: le rythme accéléré d'accumulation de la plus-value dans les colonies, le pillage sans frein des matières premières

---

<sup>10</sup> Norddeutsche Zeitung. Ce journal était presque l'organe officiel du Chancelier. Il avait commenté très favorablement le Programme de Gotha.

minières et agricoles, la surexploitation du travail outremer, la rapine commerciale, les spéculations et les trafics maritimes.

Les empires coloniaux sont au fondement de la puissance des bourgeoisies d'Europe. Marx rend hommage à Bismarck à sa compréhension de ses propres intérêts de classe. Lui au moins ne se contente pas de rêver, de faire de la gymnastique dans le ciel bleu... Bismarck « *fait quelque chose pour internationaliser l'échange et ne se contente pas de tout savoir* ».

Que la bourgeoisie belge mette la main sur le Congo ou qu'il reste dans les griffes de Léopold fait peu de différence. Malgré tout ce que l'absolutisme de l'EIC peut avoir de suranné, cet Etat n'a rien d'aristocratique et l'exploitation des Noirs du Congo est une exploitation capitaliste bourgeoise. Les ressources du Congo seront toujours, entre les mains de la classe dominante, une arme à double tranchant contre le prolétariat. On pourra utiliser les richesses venant du pillage de la colonie, soit comme un moyen d'acheter la classe laborieuse de la métropole en lui abandonnant des miettes du profit colonial, soit comme un moyen de la combattre.

Marx n'avait aucune connaissance directe des peuples coloniaux. La seule colonie qu'il ait visitée - et encore pendant quelques semaines seulement - est l'Algérie. Nous avons vu, d'ailleurs, qu'il est en bonne compagnie : les théoriciens de la colonisation sont à cette époque tous des « coloniaux en chambre ». Mais il saisit avec précision ce mécanisme essentiel de la domination bourgeoise du centre: l'accumulation accélérée de la plus-value du travail humain et du capital investi à la périphérie. Il existait donc une fonction internationale de la lutte de classes.

Une tâche urgente en découlait : il fallait, entre les travailleurs du centre et ceux de la périphérie, construire un front commun de lutte anti-impérialiste, anti-coloniale, capable d'affronter sur la base d'une stratégie unifiée un même et mortel ennemi : la bourgeoisie capitaliste d'Europe et sa raison d'Etat. Marx termine curieusement sa Critique du programme de Gotha. Il conclut par une phrase en latin : *Dixi et salvavi animam meam* : « j'ai dit ce que j'avais à dire, mon âme est en paix ». Ou en traduction plus libre : « je vous ai dit mon opinion, maintenant faites ce que vous voulez ». Sous-entendu : « je doute que vous arriviez à comprendre ce que je viens de vous expliquer ».

La phrase de Vandervelde sur l'affaire Dreyfus a souvent été mal comprise. Elle ne fait pas simplement référence à un gros scandale éclaboussant des personnes haut placées. La comprendre correctement suppose un minimum de connaissance de l'histoire du mouvement socialiste et des problèmes idéologiques qu'il a eus à affronter. Car il se fait qu'un même problème s'est posé aux socialistes français, puis aux socialistes belges, respectivement pendant l'affaire Dreyfus et lors de la reprise du Congo. Et il était d'autant plus naturel que ce rapprochement vînt à l'esprit de Vandervelde que les deux affaires se déroulèrent parallèlement, et qu'il en vécut beaucoup d'épisodes de la reprise au coude à coude avec Georges Lorand, ami de Clemenceau et co-fondateur de *L'Aurore*, le journal, précisément, qui avait publié le fameux « *J'accuse* » de Zola.

Le problème peut s'énoncer comme suit : « *Etant donné un problème quelconque, qui oppose entre elles deux fractions de la bourgeoisie, sans toucher en rien à la cause ou aux intérêts du prolétariat, le prolétariat doit-il prendre fait et cause pour la victime (bourgeoise, donc ennemie de classe) d'une injustice, ou doit-il s'abstenir ?* ».

Cela s'appliquait remarquablement à l'affaire Dreyfus. Alfred Dreyfus était né riche, d'une famille du patronat textile alsacien. Il était officier. Plus bourgeois que ça, tu meurs. Ses adversaires n'étaient pas moins du camp des possédants, puisqu'il s'agissait de l'Etat-major, avec autour de lui le regroupement de tous les mouvements réactionnaires que l'on peut

imaginer. Les défenseurs de Dreyfus, au départ, n'étaient pas moins bourgeois. Il y avait sa famille, où l'on était patron de père en fils, et une poignée d'intellectuels : avocats, hommes de sciences, écrivains... Tous des gens ayant dans la société une place, sinon enviable, du moins honorable. Le point de vue, par exemple, de Jules Guesde, avait été, au départ, de dire : « Bourgeois contre bourgeois, laissons les barbiers se raser entre eux ».

Jaurès s'exprimait ainsi<sup>11</sup>, en 1900, lors de sa fameuse controverse avec Jules Guesde: *«Eh bien! qu'il me permette de lui dire: le jour où contre un homme un crime se commet, le jour où il se commet par la main de la bourgeoisie, mais où le Prolétariat, en intervenant, pourrait empêcher ce crime, ce n'est plus la bourgeoisie seule qui en est responsable, c'est le prolétariat lui-même; c'est lui qui, en n'arrêtant pas la main du bourreau prêt à frapper, devient le complice du bourreau; et alors ce n'est plus la tache qui voile, qui flétrit le soleil capitaliste déclinant, c'est la tache qui vient flétrir le soleil socialiste levant. Nous n'avons pas voulu de cette flétrissure de honte sur l'aurore du prolétariat ! ».*

L'affaire congolaise, de même, pouvait se lire comme un conflit interne à la bourgeoisie. *« Léopold II a volé le Congo à ses habitants. D'autres voleurs (que ce soient d'autres états impérialistes ou des gens d'affaires) veulent dépouiller ce voleur pour continuer à exploiter les Congolais. Le prolétariat belge n'a rien à perdre, ni à gagner dans cette affaire. Laissons-les se débrouiller entre eux ! »* Pour la première fois, le mouvement socialiste se trouvait placé devant un dilemme incontournable: l'expansion mondiale de 'nos' capitalistes, celui de 'notre' Société Générale, ou la fidélité à l'esprit du socialisme. Le chant le plus envoûtant des sirènes coloniales leur parvenait du Congo. Pouvait-on perdre ces richesses prometteuses pour l'industrie nationale à cause d'un refus de principe des conquêtes territoriales? Il fallait choisir: soutenir le capital belge dans sa compétition avec les colonisateurs concurrents ou refuser tout colonialisme. Vandervelde expose dans ses *« Souvenirs... »* :

*"A partir du moment, en effet, où, en 1907 et 1908, (...) la question de la reprise du Congo par la Belgique se trouva posée, le Parti ouvrier belge, à peu près unanimement, s'en tint au point de vue de l'anticolonialisme socialiste traditionnel. Il se déclara donc contre l'annexion, en invoquant les risques, financiers et autres, qu'elle entraînerait pour le pays. Pénétré, au contraire, de ce sentiment qu'il ne fallait pas attendre, au Congo, des réformes sérieuses, aussi longtemps que durerait l'absolutisme de Léopold II, je me déclarai nettement pour la reprise; non point parce que j'admettais le principe de la colonisation en mode capitaliste, mais parce que, dans l'intérêt des indigènes, j'estimais que la seule issue, pour mettre radicalement fin à un système d'oppression indéfendable, c'était de 'parlementariser' le Congo, de soumettre le gouvernement de la colonie au contrôle parlementaire".*

Mais ce premier dilemme en cache un autre, qui est celui de la participation au pouvoir. C'est tout à fait manifeste dans le cas français, puisque la participation d'Alexandre Millerand au gouvernement présidé par Waldeck-Rousseau, première occasion où un socialiste détint un portefeuille ministériel, date de là. Si même elle était inévitable, la prétention du parti socialiste à gouverner la République apparaît en tout cas avec l'Affaire. Les socialistes avaient lutté en commun avec les autres courants républicains. Entre eux ils s'étaient unifiés, et c'est Jaurès qui en avait donné les raisons théoriques, posant notamment que le socialisme est une morale, et que l'égoïsme prolétarien n'est que l'égoïsme sacré de l'humanité elle-même. Finalement on trouve un compromis: c'est, semble-t-il, une question «non de principe, mais de tactique».

Tout revient à la question *« un socialiste peut-il être à la fois un agent de conservation et de révolution sociale »?* Au Congrès, Jaurès défendit courageusement la participation de Millerand

---

<sup>11</sup> Les situations relatives à l'affaire Dreyfus sont faites d'après « L'Affaire » de Jean-Denis Bredin, Paris, Presses de la Cité, 1985.